



Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes

Distr. générale
26 février 2024
Français
Original : anglais
Anglais, espagnol et français
seulement

Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes

Liste de points et de questions établie avant la soumission du rapport de Sainte-Lucie valant septième à onzième rapports périodiques*

Renseignements d'ordre général

1. Veuillez fournir des informations et des statistiques, ventilées par sexe, âge, nationalité, handicap, appartenance ethnique, situation géographique et profil socioéconomique, sur la situation actuelle des femmes dans l'État partie, afin de faciliter le suivi de l'application de la Convention. Conformément aux obligations qui incombent à l'État partie au titre des articles 1 et 2 de la Convention, et à la cible 5.1 associée aux objectifs de développement durable (mettre fin, partout dans le monde, à toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et des filles), veuillez indiquer de quelle manière l'État partie entend améliorer la collecte et l'analyse des données se rapportant aux domaines visés par la Convention pour appuyer l'élaboration de politiques et de programmes et leur exécution et mesurer les progrès accomplis dans la mise en œuvre de la Convention et dans la promotion d'une égalité réelle entre les femmes et les hommes, notamment en ce qui concerne les domaines spécifiques visés dans le présent document.

Visibilité de la Convention

2. Veuillez fournir des informations sur les efforts déployés pour donner de la visibilité à la Convention, y compris les campagnes menées pour faire connaître au grand public, notamment aux femmes et aux filles, la législation interdisant la discrimination à l'égard des femmes. Veuillez en outre indiquer les mesures prises pour proposer au personnel judiciaire et au personnel des services de détection et de répression, ainsi qu'aux professionnels du droit, des formations régulières ou des programmes systématiques de renforcement des capacités en ce qui concerne l'application de la Convention et l'interprétation de la législation interne dans les procédures judiciaires à la lumière de cette dernière. Veuillez par ailleurs fournir des renseignements à jour sur le nombre de décisions judiciaires faisant référence aux dispositions de la Convention.

* Adoptée par le groupe de travail de présession le 22 février 2024.



Cadre législatif et définition de la discrimination

3. Veuillez décrire les mesures prises pour :

- a) Adopter une définition exhaustive de la discrimination à l'égard des femmes pour faire en sorte que les femmes, dans leur vie publique et privée, soient protégées contre la discrimination directe et indirecte, y compris les formes croisées de discrimination ;
- b) Établir un mécanisme de réception des plaintes judiciaires ayant pour mandat exprès de traiter des cas de discrimination à l'égard des femmes, et veiller à ce que des ressources humaines, techniques et financières suffisantes lui soient allouées ;
- c) Mettre des voies de recours et d'indemnisation à la disposition des femmes qui se heurtent à des discriminations fondées sur le genre, quelle qu'en soit la forme, en particulier les femmes appartenant à des minorités ethniques ou nationales, les femmes handicapées ou âgées et les femmes et les filles vivant en zone rurale.

Accès des femmes à la justice

4. Veuillez donner des informations sur :

- a) Les mesures prises pour éliminer la discrimination à l'égard des femmes et des filles dans l'administration de la justice, en supprimant les obstacles à l'égalité d'accès à la justice et à la réparation et en renforçant les capacités des juges, des procureurs, des responsables de l'application des lois et des avocats en ce qui concerne les droits des femmes et l'égalité des genres ;
- b) L'existence d'une aide juridictionnelle de qualité, à un prix abordable, voire gratuite, pour les femmes qui cherchent à obtenir justice dans l'État partie, et le nombre de femmes ayant bénéficié d'une telle aide au cours des cinq dernières années ;
- c) Les mesures prises pour que les femmes connaissent mieux leurs droits et aient des notions élémentaires de droit dans tous les domaines ;
- d) Les mesures prises pour que les femmes victimes de violence et de discrimination fondées sur le genre puissent obtenir une réparation effective et pour faciliter leur accès à l'aide juridique gratuite ;
- e) Les mesures prises pour que les juges, les procureurs et les responsables de l'application des lois traitent les affaires de violence et de discrimination fondées sur le genre à l'égard des femmes en tenant compte de la dimension de genre et pour étoffer le renforcement obligatoire des capacités des juges, des procureurs, des avocats, des agents de la force publique et des médiateurs en matière de droits des femmes, y compris leur droit d'accéder à la justice.

Mécanisme national de promotion des femmes

5. Veuillez indiquer si l'État partie a adopté un plan d'action national en faveur des femmes. Veuillez indiquer également ce que l'État partie a fait pour consolider le Bureau des questions de genre, notamment en renforçant son autorité, en lui accordant une place plus importante dans la hiérarchie du Ministère de la fonction publique, des affaires intérieures, du travail et des questions de genre et en s'assurant qu'il dispose de ressources humaines, techniques et financières suffisantes. Veuillez indiquer les progrès accomplis dans la mise en place d'un mécanisme efficace de suivi et d'évaluation afin d'améliorer la coordination des politiques relatives à l'égalité des genres à tous les niveaux, et présenter les mesures prises pour assurer la collaboration

avec les organisations de femmes dans le cadre du mécanisme national de promotion des femmes.

Mesures temporaires spéciales

6. Veuillez donner des renseignements à jour sur les mesures temporaires spéciales prises par l'État partie, conformément au paragraphe 1 de l'article 4 de la Convention et à la recommandation générale n° 25 (2004) du Comité sur les mesures temporaires spéciales, en vue d'accélérer la réalisation de l'égalité réelle entre les femmes et les hommes dans tous les domaines visés par la Convention où les femmes sont sous-représentées ou défavorisées, comme la participation à la vie politique et publique et l'emploi. Veuillez également donner des informations sur les campagnes de sensibilisation qui sont organisées à l'intention des responsables gouvernementaux, des responsables politiques, des employeurs et des médias sur le caractère non discriminatoire des mesures temporaires spéciales et leur importance.

Stéréotypes fondés sur le genre et pratiques préjudiciables

7. Veuillez fournir des informations détaillées sur les mesures prises pour éliminer les stéréotypes discriminatoires concernant les rôles et responsabilités des femmes et des hommes au sein de la famille et de la société, notamment sur les programmes de sensibilisation et d'éducation et les campagnes médiatiques visant à véhiculer une image positive des femmes en les présentant comme des participantes actives à la vie économique, sociale et politique, de même que sur les effets de ces mesures. Veuillez également donner des renseignements sur :

a) Les mesures instaurées pour lutter contre les stéréotypes de genre discriminatoires et les représentations négatives des femmes, notamment toutes les formes d'objectivation de ces dernières dans les médias et la publicité, et les résultats de ces mesures ;

b) Les initiatives mises en place pour surveiller les représentations négatives des femmes dans les médias et sur les médias sociaux, ainsi que dans les déclarations des responsables publics ;

c) L'action menée pour intégrer pleinement le principe d'égalité des genres dans les programmes scolaires, notamment les mesures destinées aux enseignants, et pour évaluer plus systématiquement l'impact des activités de renforcement des capacités relatives aux droits des femmes et à l'égalité des genres ;

d) L'action menée pour analyser et combattre les stéréotypes sexistes qui sont à l'origine de la violence à l'égard des femmes fondée sur le genre et les mesures prises pour en examiner les effets ;

e) Les mesures prises pour ériger en infraction pénale le mariage d'enfants et le mariage forcé ;

f) Le nombre de cas de pratiques préjudiciables signalés, de poursuites et de condamnations (ventilé selon divers facteurs tels que la situation géographique, l'âge des victimes, leur ascendance autochtone, leur statut de migrant et l'existence ou non d'un handicap) et les peines imposées aux auteurs de telles pratiques, en particulier de mariages d'enfants.

Violence à l'égard des femmes fondée sur le genre

8. Veuillez décrire les mesures concrètes qui ont été prises pour faire face à la forte prévalence de la violence à l'égard des femmes fondée sur le genre dans l'État partie, telles que l'adoption d'une législation incriminant expressément le viol conjugal. Veuillez fournir des informations sur les mesures prises pour :

- a) Adopter des mesures législatives civiles et pénales complètes sur les différentes formes de violence fondée sur le genre à l'égard des femmes et des filles ;
- b) Ériger expressément en infraction le féminicide ;
- c) Prévenir toutes les formes de violence fondée sur le genre à l'égard des femmes et des filles ;
- d) Mettre en place des mécanismes spécialisés, notamment des bureaux de lutte contre la violence fondée sur le genre au sein de la police, pour répondre aux cas de violence fondée sur le genre à l'égard des femmes ;
- e) Veiller à ce que les auteurs d'actes de violence à l'égard des femmes fondée sur le genre, notamment de violence sexuelle et de violence domestique, soient poursuivis, condamnés et punis ;
- f) Offrir aux victimes une protection, notamment des ordonnances de protection, ainsi que des services de réadaptation et des voies de recours efficaces, notamment des mécanismes d'indemnisation ;
- g) Garantir et contrôler la réponse de la police aux plaintes relatives à la violence à l'égard des femmes fondée sur le genre et veiller à ce que les auteurs de tels actes soient poursuivis et punis ;
- h) Renforcer les services de soutien aux victimes, y compris les foyers d'accueil pour les femmes et les filles rescapées de violence familiale et d'autres formes de violence fondée sur le genre ;
- i) Organiser, en matière de prévention, de détection et d'élimination de toutes les formes de violences fondées sur le genre, y compris la violence familiale, des activités ciblées et obligatoires visant à renforcer les capacités des responsables de l'application des lois, des fonctionnaires de justice, des travailleurs et travailleuses sanitaires et sociaux et des autres personnes qui travaillent avec des victimes de ce type de violence ;
- j) Renforcer les efforts faits par l'État partie pour collecter des données sur la prévalence des différentes formes de violence fondée sur le genre, ventilées par sexe, âge, type de violence et lien entre la victime et l'auteur.

Traite et exploitation de la prostitution

9. Veuillez fournir des informations sur les mesures prises pour :

- a) Modifier les dispositions relatives à la traite dans la loi de 2021 sur la lutte contre la traite (telle que modifiée) afin que les peines encourues par les trafiquants qui pratiquent la traite à des fins d'exploitation sexuelle soient proportionnées aux peines prévues pour d'autres infractions graves comme le viol ;
- b) Intensifier les efforts visant à enquêter sur les faits de traite et à poursuivre, condamner et punir les trafiquants en application de la loi sur la lutte contre la traite (telle que modifiée) ;
- c) Former les responsables de l'application des lois, les procureurs et les juges à la traite des personnes ;
- d) Renforcer la capacité des responsables de l'application des lois, des travailleurs et travailleuses sociaux et du personnel médical à repérer rapidement les victimes de la traite et les femmes et les filles à risque, en particulier les femmes migrantes et les filles non accompagnées, et à les orienter vers les services compétents ;

e) Assurer la protection des femmes et des filles victimes de la traite et leur donner un accès gratuit et immédiat aux permis de séjour temporaires, aux centres d'accueil spécialisés, aux soins médicaux, à l'accompagnement psychosocial, à l'aide juridictionnelle, et aux services de réadaptation et de réintégration, indépendamment de leur capacité ou de leur volonté de coopérer avec les autorités judiciaires.

Participation à la vie politique et à la vie publique

10. Veuillez fournir des informations sur les mesures prises, y compris, conformément au paragraphe 1 de l'article 4 de la Convention et à la recommandation générale n° 25 (2004) du Comité, des mesures temporaires spéciales telles que les quotas électoraux et le recrutement accéléré de femmes dans la fonction publique, pour accroître la participation des femmes à la vie politique et publique aux niveaux national et local, en particulier au niveau de la prise de décisions, en vue de parvenir à la parité, ainsi que des données ventilées sur le nombre de femmes présentes dans les missions diplomatiques, le système judiciaire, la police et tous les autres secteurs. Veuillez également fournir des informations sur les mesures prises pour promouvoir la participation des femmes à des postes à responsabilité et assurer le financement des campagnes électorales ainsi que la formation des femmes candidates aux campagnes électorales et aux techniques de négociation.

Nationalité

11. Veuillez fournir des informations sur les mesures prises pour garantir que les femmes saint-luciennes peuvent transmettre leur nationalité à leur conjoint étranger dans les mêmes conditions que les hommes saint-luciens.

Éducation

12. Veuillez donner des informations sur :

a) Les taux de scolarisation des filles et des femmes à tous les niveaux de l'enseignement, ventilés selon la localisation en région urbaine ou rurale et selon l'ascendance autochtone, l'existence ou non d'un handicap et le statut de migrant ou de réfugié ;

b) Le taux d'abandon scolaire chez les filles au cours des cinq dernières années (indiquez également ce que l'État partie fait pour lutter contre l'abandon scolaire dû à une grossesse précoce et à la stigmatisation qui l'accompagne) ;

c) Les mesures prises pour combattre la violence fondée sur le genre à l'égard des femmes et des filles en milieu scolaire ;

d) Les mesures prises pour qu'une éducation adaptée à l'âge soit offerte à titre obligatoire à tous les niveaux scolaires en matière de santé sexuelle et reproductive et de droits connexes, notamment les comportements sexuels responsables et les méthodes de contraception modernes ;

e) Les choix de carrière des femmes, ventilés selon l'âge et la localisation en région urbaine ou rurale, et les mesures prises pour encourager les femmes et les filles à choisir des domaines d'études non traditionnels, comme les technologies de l'information et des communications, les sciences, la technologie, l'ingénierie et les mathématiques ;

f) Les mesures prises pour mettre fin aux stéréotypes de genre dans les programmes et manuels scolaires et pour éliminer tous les obstacles auxquels se heurtent les femmes et les filles en matière d'accès à l'éducation.

Emploi

13. Veuillez donner des informations sur les mesures prises pour :

a) Lutter contre la discrimination liée à la grossesse et à la maternité dans les processus de recrutement et contre le harcèlement sexuel sur le lieu de travail, et renforcer les mécanismes de responsabilisation à cet égard ;

b) Faire respecter le principe du salaire égal pour un travail de valeur égale de façon à combler l'écart de rémunération entre les femmes et les hommes, à s'attaquer à la ségrégation horizontale et verticale sur le marché du travail et à accroître la représentation des femmes aux postes décisionnels, y compris dans le secteur privé ;

c) Promouvoir le partage équitable des tâches ménagères et de l'éducation des enfants entre les femmes et les hommes, notamment en garantissant des prestations de maternité adéquates, un congé parental rémunéré, des congés de paternité et des prestations de retraite aux femmes qui ne travaillent pas parce qu'elles doivent s'occuper de leurs enfants ou d'autres personnes à leur charge ;

d) Étendre aux femmes travaillant dans l'économie informelle la protection offerte par le droit du travail, et faciliter leur transition vers l'économie formelle.

Santé

14. Veuillez donner des informations sur :

a) Les mesures mises en place pour faire connaître les formes modernes de contraception et garantir l'accès à une contraception sûre et abordable pour les femmes et les adolescentes, en particulier dans les zones rurales et éloignées ;

b) Les mesures prises pour protéger les femmes durant l'accouchement, lutter contre les violences obstétricales, intensifier les programmes de renforcement des capacités des médecins et assurer un suivi régulier du traitement des patientes dans les centres de soins et les hôpitaux ;

c) L'incidence des avortements non sécurisés et leurs conséquences sur la santé des femmes, notamment les taux de mortalité maternelle ;

d) Les mesures prises pour garantir l'accès à l'avortement et aux soins postavortement, conformément aux dispositions de la Convention relatives à la non-discrimination et à l'autonomie des femmes et des filles ;

e) Les mesures prises pour lutter contre la discrimination et la stigmatisation constantes dont sont victimes les femmes vivant avec le VIH/sida et pour prévenir la transmission mère-enfant du VIH/sida. Veuillez fournir également des données sur le nombre de nouveaux cas de VIH diagnostiqués chez des femmes et des filles dans l'État partie et indiquer si les questions de genre ont été prises en compte dans les programmes existants de lutte contre le VIH et les autres infections sexuellement transmissibles.

Autonomisation économique des femmes

15. Veuillez rendre compte des mesures prises pour assurer la prise en compte des questions de genre dans les stratégies de réduction de la pauvreté ainsi que la participation véritable des femmes, y compris les femmes appartenant à des groupes défavorisés, à la formulation et à la mise en œuvre des stratégies de réduction et d'élimination de la pauvreté. Veuillez fournir des données statistiques, ventilées par âge, handicap, appartenance ethnique, situation géographique, statut

socioéconomique et autres indicateurs liés au genre, sur les niveaux de pauvreté des femmes, en particulier les groupes de femmes en situation de vulnérabilité.

Femmes rurales

16. Eu égard à la recommandation générale n° 34 (2016) du Comité sur les droits des femmes rurales, veuillez indiquer les mesures prises pour améliorer l'accès des femmes et des filles rurales aux services de base, y compris les soins de santé, les services de planification familiale, l'eau, l'éducation, l'emploi structuré, la protection sociale, la justice, la terre et le crédit. Veuillez fournir des informations sur le renforcement des programmes d'alphabétisation des femmes adultes et la facilitation de l'accès à la formation et à l'enseignement professionnels pour celles qui vivent dans les zones rurales, les mesures prises pour accroître l'accès des femmes rurales à la terre et l'accès de ces femmes à des prêts et à des occupations rémunératrices, y compris des activités autres leur permettant de générer des revenus, et l'action menée pour améliorer l'accès à l'éducation, à l'emploi et à la protection sociale, tant dans l'économie formelle qu'informelle.

Groupes de femmes défavorisés

17. Compte tenu des formes de discrimination croisée dont sont victimes les groupes de femmes défavorisés, veuillez fournir des informations sur la situation des femmes âgées, des femmes handicapées, des femmes migrantes, des femmes rurales, des femmes en détention et des femmes lesbiennes, bisexuelles, transgenres et intersexes. Veuillez présenter également les mesures prises pour faire en sorte que les femmes appartenant à des groupes défavorisés aient accès aux services de santé, aux prestations sociales et à l'éducation et qu'elles puissent participer à la vie politique et publique.

Femmes handicapées

18. Veuillez fournir des informations à jour sur les mesures prises pour inclure les femmes et les filles handicapées dans toutes les politiques et stratégies visant à promouvoir l'égalité des chances entre les femmes et les hommes, en particulier en ce qui concerne l'éducation, l'emploi, l'accès à la justice, la protection contre la violence et l'accès aux services de santé sexuelle et procréative et aux programmes de réduction de la pauvreté. Veuillez également indiquer comment le consentement libre et éclairé des femmes handicapées est obtenu avant tout traitement médical, et quelles sont les exceptions actuelles à ce droit universel. Veuillez en outre décrire les mesures adoptées pour protéger les femmes handicapées vivant en établissement contre la violence et les sévices et éliminer les pratiques faisant appel aux contentions physiques ou mécaniques. Veuillez informer le Comité des restrictions limitant la capacité juridique et indiquer toute mesure spéciale temporaire prise par l'État partie, y compris la mise en place de quotas, pour augmenter le nombre de femmes handicapées employées dans la fonction publique et le secteur privé, ainsi que le nombre de celles qui sont inscrites dans des établissements d'enseignement supérieur.

Changements climatiques

19. Eu égard à la recommandation générale n° 37 (2018) du Comité relative aux aspects liés au genre de la réduction des risques de catastrophe dans le contexte des changements climatiques, veuillez fournir des informations sur la participation des femmes à l'élaboration et à la mise en œuvre de textes de loi, de politiques et de stratégies relatives aux changements climatiques, aux interventions en cas de catastrophe, à la réduction des risques de catastrophe et à la gestion des situations consécutives aux catastrophes. Veuillez également rendre compte des mesures prises

pour intégrer systématiquement les questions de genre dans les stratégies nationales de réduction des risques de catastrophe et de secours et de relèvement. Veuillez communiquer des renseignements, y compris des données statistiques, sur les conséquences des changements climatiques et des catastrophes naturelles sur les femmes et les filles dans l'État partie. Veuillez fournir des informations sur les mesures prises par l'État partie pour accroître l'utilisation des énergies renouvelables et des énergies propres par les femmes.

Mariage et rapports familiaux

20. Veuillez indiquer si l'État partie a introduit l'option du divorce par consentement mutuel et communiquer des informations sur les mesures prises pour garantir que les droits des femmes en matière de propriété sont respectés dans les unions de fait. Veuillez également informer le Comité des lois et autres mesures adoptées pour veiller à ce que la violence domestique soit prise en considération dans les décisions judiciaires relatives aux droits de garde et de visite et organiser des activités de formation et de sensibilisation à l'intention des juges, des médiateurs, des avocats, des services de protection de la jeunesse et des membres des services de police et des organes exécutifs locaux afin qu'ils connaissent les droits des femmes et des enfants et leur propre rôle dans la protection des victimes de la violence domestique et qu'ils respectent les dispositions relatives à la protection des droits des femmes.

Collecte de données

21. Veuillez fournir des informations sur les mesures prises pour améliorer les systèmes de collecte de données afin de garantir la collecte de données ventilées par sexe, âge, handicap, appartenance ethnique, situation géographique et statut socioéconomique, et d'ainsi évaluer les progrès accomplis vers la réalisation de l'égalité réelle entre les femmes et les hommes dans tous les domaines visés par la Convention.

Informations supplémentaires

22. Veuillez fournir toute information supplémentaire jugée pertinente concernant les mesures législatives, politiques, administratives ou autres prises pour mettre en œuvre les dispositions de la Convention. Il peut s'agir de lois récentes, de faits nouveaux, de plans et de programmes, d'instruments relatifs aux droits humains récemment ratifiés ou de toute autre information que l'État partie juge utile. Veuillez également donner des informations concernant les mesures prises pour que toutes les activités visant à atteindre les objectifs de développement durable tiennent compte des questions de genre. Veuillez noter que, outre les questions soulevées dans le présent document, l'État partie est appelé, au cours du dialogue, à répondre à des questions supplémentaires relatives aux domaines visés par la Convention.
